



19.400

Parlamentarische Initiative

SPK-S.

Mehr Transparenz bei der Politikfinanzierung

Initiative parlementaire

CIP-E.

Plus de transparence dans le financement de la vie politique

Differenzen – Divergences

CHRONOLOGIE

STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 16.12.19 (ERSTRAT - PREMIER CONSEIL)
STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 16.12.19 (FORTSETZUNG - SUITE)
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 17.09.20 (ZWEITRAT - DEUXIÈME CONSEIL)
STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 17.12.20 (DIFFERENZEN - DIVERGENCES)
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 03.03.21 (DIFFERENZEN - DIVERGENCES)
STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 31.05.21 (DIFFERENZEN - DIVERGENCES)
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 02.06.21 (DIFFERENZEN - DIVERGENCES)
STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 10.06.21 (DIFFERENZEN - DIVERGENCES)
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 15.06.21 (DIFFERENZEN - DIVERGENCES)
STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 18.06.21 (SCHLUSSABSTIMMUNG - VOTE FINAL)
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 18.06.21 (SCHLUSSABSTIMMUNG - VOTE FINAL)

Bundesgesetz über die politischen Rechte (Transparenz bei der Politikfinanzierung) Loi fédérale sur les droits politiques (Transparence du financement de la vie politique)

Präsident (Aebi Andreas, Präsident): Über die verbleibenden Differenzen führen wir eine einzige Debatte.

Art. 76b Abs. 2 Bst. c

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Art. 76b al. 2 let. c

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Angenommen – Adopté

Art. 76c

Antrag der Mehrheit

Abs. 2 Bst. c

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Abs. 2bis, 3, 4

Festhalten



Antrag der Minderheit

(Silberschmidt, Cottier, Fluri, Moret Isabelle)

Abs. 2bis, 3, 4

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Art. 76c

Proposition de la majorité

Al. 2 let. c

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Al. 2bis, 3, 4

Maintenir

Proposition de la minorité

(Silberschmidt, Cottier, Fluri, Moret Isabelle)

Al. 2bis, 3, 4

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Art. 76d

Antrag der Mehrheit

Abs. 1 Bst. b, 2

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Abs. 1 Bst. bbis

... von Artikel 76c Absatz 2 Buchstabe c 30 Tage nach Amtsantritt;

Antrag der Minderheit

(Silberschmidt, Cottier, Fluri, Moret Isabelle)

Abs. 1 Bst. bbis

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Art. 76d

Proposition de la majorité

Al. 1 let. b, 2

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Al. 1 let. bbis

en cas d'élection au Conseil des Etats, 30 jours après l'entrée en fonction, s'agissant ...

Proposition de la minorité

(Silberschmidt, Cottier, Fluri, Moret Isabelle)

Al. 1 let. bbis

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Art. 76h Abs. 5

Antrag der Mehrheit

Festhalten

Antrag der Minderheit

(Silberschmidt, Cottier, Fluri, Moret Isabelle)

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Art. 76h al. 5

Proposition de la majorité

Maintenir

Proposition de la minorité

(Silberschmidt, Cottier, Fluri, Moret Isabelle)

Adhérer à la décision du Conseil des Etats



Gredig Corina (GL, ZH), für die Kommission: Wir befinden uns bei diesem Geschäft in der zweiten Runde der Differenzbereinigung. Es verbleibt nur noch eine einzige Differenz zwischen den beiden Räten. Bei den Kernelementen der Initiative, bei der Offenlegungslimite und der Frage nach dem Kontrollmodus, ist der Ständerat den Beschlüssen unseres Rates gefolgt. Vorgesehen ist nun eine Offenlegungslimite von 15 000 Franken und eine stichprobenweise Kontrolle. Das Initiativkomitee hat signalisiert, dass es, sollten diese Bestimmungen eine Mehrheit finden, seine Initiative zurückziehen werde.

Eine letzte Differenz zum Ständerat besteht in der Frage, ob alle gewählten Mitglieder der Bundesversammlung von den neuen Transparenzbestimmungen erfasst werden sollen. Unser Rat war in der letzten Runde mit 139 zu 55 Stimmen relativ deutlich der Ansicht, dass die Transparenzbestimmungen auch für gewählte Ständeratsmitglieder gelten sollen. Der Ständerat hat die entsprechende Bestimmung aber mit 25 zu 19 Stimmen abgelehnt, primär mit dem Argument, dass Ständeratswahlen kantonale Wahlen seien.

AB 2021 N 946 / BO 2021 N 946

Ihre vorberatende Kommission hat diesen Punkt nochmals diskutiert. Sie möchte im Grundsatz bei der Offenlegungspflicht für die ganze Bundesversammlung bleiben. Es lässt sich gegenüber den Wählerinnen und Wählern nicht gut erklären, wieso eine Unterscheidung zwischen Nationalrat und Ständerat gemacht wird. Auch wurde angemerkt, dass in vielen Kantonen Personen gleichzeitig für den Nationalrat und den Ständerat kandidieren, womit eine Unterscheidung zwischen den jeweiligen Budgets schwierig wäre.

Ihre Kommission trägt den Überlegungen des Ständerates Rechnung, indem sie Ihnen neu vorschlägt, die Offenlegungspflicht an den Amtsantritt statt an den Wahltermin zu knüpfen. Damit bleibt klar, dass die Ständeratswahlen bis zum Wahltermin eine kantonale Angelegenheit sind. Der Ständerat ist aber eine Bundesbehörde, und bei Amtsantritt fallen seine Mitglieder auch unter die Offenlegungsbestimmungen. Die Kompetenzaufteilung ist damit noch klarer als mit der bisherigen Variante des Nationalrates.

Eine Minderheit der Kommission möchte diese Bestimmung streichen und dem Beschluss des Ständerates folgen, dies primär aus den gleichen kompetenzrechtlichen Überlegungen, wie sie auch im Ständerat diskutiert wurden.

Ihre Kommission hat im Vergleich zum letzten Beschluss zudem drei Änderungen primär redaktioneller Art vorgenommen. Diese waren unbestritten.

Insgesamt schlägt Ihnen die Kommission mit 20 zu 4 Stimmen vor, bei dieser letzten verbleibenden Differenz dem Antrag der Mehrheit zu folgen.

Cottier Damien (RL, NE), pour la commission: Le Conseil des Etats a rejoint notre conseil sur pratiquement tous les points, sauf un sur lequel je reviendrai. Il a notamment accepté de reprendre le compromis qui avait été trouvé dans notre conseil sur les montants, à savoir l'obligation de déclaration pour une libéralité à partir de 15 000 francs. Il a également accepté de réaliser des contrôles par sondage des obligations de déclaration, comme notre conseil l'avait décidé.

A noter que l'association de soutien à l'initiative populaire avait écrit à la commission du Conseil des Etats en lui faisant savoir que si ces deux conditions étaient remplies, elle proposerait à l'unanimité au comité d'initiative de retirer celle-ci au profit du contre-projet.

Suite aux décisions du Conseil des Etats, on peut noter que ces deux conditions sont désormais remplies et que les deux conseils sont désormais d'accord sur ces points. Si le contre-projet est accepté au vote sur l'ensemble, rien ne s'opposera donc à un retrait de l'initiative.

Sur un seul point – dont l'association de soutien ne faisait d'ailleurs pas une condition expresse pour le retrait – le Conseil des Etats a décidé, par 25 voix contre 19, de maintenir une divergence avec notre conseil.

C'est au sujet de l'article 76c alinéa 2 bis. Notre conseil, rappelez-vous, a estimé important que non seulement les candidats au Conseil national mais aussi les membres du Conseil des Etats élus soient soumis à un devoir de transparence.

Je ne m'entends presque plus parler. Excusez-moi, Monsieur le président, mais je ne m'entends presque plus parler, tellement les conversations individuelles sont fortes. Le conseil n'a pas l'air passionné par cet objet ce matin, mais enfin, c'est important quand même, puisque nous allons peut-être arriver, avec ce contre-projet, à un retrait de l'initiative.

Je reprends: notre conseil voulait que les conseillers aux Etats élus soient aussi tenus par cette obligation de déclaration. Notre conseil s'était explicitement abstenu, par contre, de réglementer la campagne d'élection au Conseil des Etats, qui relève du droit cantonal, mais avait fixé une obligation pour les membres élus de la Chambre des cantons. Celle-ci s'est opposée à cette disposition, bien qu'elle soit conforme à la Constitution puisqu'elle réglemente les droits et devoirs des membres d'une autorité fédérale élue; après l'élection, donc.



La majorité du Conseil des Etats a estimé qu'il faut préserver l'esprit des institutions et "mettre dans le droit fédéral ce qui relève du droit fédéral et laisser aux cantons ce qui relève des cantons". Plusieurs membres du Conseil des Etats ont estimé que les cantons allaient de toute façon probablement prévoir une législation en la matière.

Votre commission ne partage pas cet avis. Elle a décidé de maintenir sa position, estimant qu'il serait peu cohérent d'avoir une obligation de transparence valable uniquement pour un des deux conseils et que, par ailleurs, la solution proposée est compatible avec la Constitution. Elle vous propose donc de maintenir cette disposition, dans une formulation toutefois légèrement retouchée à l'article 76d alinéa 1 lettre bbis, qui fait entrer l'obligation en vigueur non plus "60 jours après le jour de l'élection", mais "30 jours après l'entrée en fonction" des membres du Conseil des Etats, ceci pour tenir compte des disparités législatives cantonales sur le moment de validation de l'élection et d'entrée en vigueur de celle-ci.

Une minorité de la commission vous propose de vous rallier à la version du Conseil des Etats, estimant qu'il y a une certaine logique à cette décision puisque l'élection des membres du Conseil des Etats relève du droit cantonal, que des dispositions de la loi prévoient expressément que les cantons puissent légiférer en la matière et que, par ailleurs, le Conseil des Etats a fait plusieurs pas en direction de notre conseil.

Par 20 voix contre 4, la commission vous propose de maintenir la divergence et donc la position de notre conseil. Si cette divergence est maintenue, le projet ira en Conférence de conciliation.

J'aimerais encore vous informer que le Conseil des Etats a apporté quelques améliorations au texte.

Präsident (Aebi Andreas, Präsident): Herr Cottier hat recht, so kann man hier vorne nicht sprechen. So geht es nicht!

Cottier Damien (RL, NE), pour la commission: Merci, Monsieur le président, pourtant j'essayais de parler fort... Je vous remercie pour votre intervention.

Le Conseil des Etats – je termine avec cela – a fait quelques améliorations rédactionnelles, l'une en utilisant en français le terme "titulaires de mandats", dans deux articles, pour corriger le terme "porteurs de mandats". Par ailleurs, il a supprimé les termes "date" ou "jour" dans plusieurs articles afin de tenir compte des différentes législations cantonales. Enfin, il a biffé les dispositions de l'article 76i alinéa 2 relatives à la protection des données, estimant que ces questions étaient suffisamment réglées dans la loi fédérale sur la protection des données et la loi fédérale sur l'archivage, et que, par ailleurs, le Conseil fédéral réglera les détails dans l'ordonnance.

Notre commission a soutenu ces quelques améliorations rédactionnelles à l'unanimité.

Präsident (Aebi Andreas, Präsident): Das Wort für seine Minderheit hat Herr Silberschmidt.

Silberschmidt Andri (RL, ZH): Wir befinden uns in der letzten Runde der Differenzbereinigung zwischen dem Nationalrat und dem Ständerat beim Gegenentwurf zur Transparenz-Initiative. Wie Sie wissen, haben die FDP-Liberalen in beiden Räten mitgeholfen, einen Kompromiss zu finden, welcher miliztauglich, also einfach umsetzbar ist und den Schutz der Privatsphäre möglichst hochhält. Ich denke, das ist uns gelungen.

Der ständerätliche Gegenvorschlag sah zuerst eine Offenlegungspflicht für Spenden an Parteien und Komitees ab 25 000 Franken vor, was nicht zu einem Rückzug der Initiative geführt hätte. Dieser Umstand widerspräche aber der Idee dieses Gegenentwurfes. Die FDP-Liberalen haben nicht nur die Schwelle von 15 000 Franken eingebracht. Wir haben auch darauf hingewirkt, dass Komitees bei ihren Einnahmen und bei grossen Spenden bereits ab einem Budget von 50 000 Franken der Offenlegungspflicht unterliegen. Hier gehen wir sogar weiter als die Initiative selbst, da wir wollen, dass kleinere Komitees ihre Einnahmen ebenfalls offenlegen. Die Einhaltung der Transparenzvorschriften wird stichprobenweise kontrolliert, denn ohne jegliche Kontrolle hätte man auf eine Regelung auch verzichten können. Die nun gewählte Lösung scheint verhältnismässig und unbürokratisch zu sein.

AB 2021 N 947 / BO 2021 N 947

Der Ständerat ist uns in all diesen Punkten gefolgt. Die einzige Differenz, die jetzt noch besteht, bezieht sich auf die Frage, ob der Ständerat selber bei seinen Wahlen transparent sein soll oder nicht. Der Ständerat hat das aus den erwähnten Gründen rausgenommen. Wir sind der Meinung, dass es richtig wäre, hier dem Ständerat zu folgen, um das Projekt zum Abschluss zu bringen und nicht in eine Einigungskonferenz gehen zu müssen. Wir gehen davon aus, dass die Kantone im Nachgang zu dieser Transparenzregelung auf nationaler Ebene in ihren kantonalen Gesetzgebungen sowieso entsprechende Anpassungen vornehmen werden. Das heisst, dass die Ständeräte dann auch zu dieser Transparenz verpflichtet sein werden. Viele, die für den Ständerat



kandidieren, kandidieren ja auch für den Nationalrat. Sie wären mit dieser Regelung also auch zur Transparenz verpflichtet.

In diesem Sinne ist diese Differenz nicht matchentscheidend. Wir stellen diesen Minderheitsantrag, der hier wahrscheinlich nicht zum Mehrheitsbeschluss wird, als Entgegenkommen gegenüber dem Ständerat, weil dieser uns seinerseits sehr stark entgegengekommen ist. Wir müssten in einer Einigungskonferenz dann schauen, dass wir wegen einer solchen Differenz nicht das ganze Projekt gefährden. Aber ich hoffe, das Projekt wird uns gelingen. Wenn Sie jetzt also mit dem Ständerat gehen wollen, müssen Sie der Minderheit zustimmen. Wenn Sie eine Extraschleife wollen, dann folgen Sie der Mehrheit. Ich hoffe einfach, dass wir am Schluss diesen Gegenentwurf ins Trockene bringen können. Dann haben wir eine Regelung, die schnell in Kraft tritt, miliztauglich ist und eben mehr Transparenz in der Politikfinanzierung schafft.

Präsident (Aebi Andreas, Präsident): Die SVP-Fraktion verzichtet auf ein Votum.

Marra Ada (S, VD): Nous arrivons dans la dernière ligne droite de ce contre-projet lancé par le Conseil des Etats, mais dont le contenu tient la route grâce au contenu voulu par le Conseil national. Quelques éléments importants ont été obtenus par le Conseil national le 3 mars 2021: le seuil à partir duquel les partis ont l'obligation de faire la transparence sur le financement des campagnes de votation ou d'élection est de 50 000 francs; le devoir d'information des partis quant aux contributions financières de leurs élus ou mandataires; l'échantillonnage des contrôles des déclarations; et surtout le montant de 15 000 francs comme seuil à partir duquel les dons sont à déclarer.

Le Conseil des Etats nous a rejoints sur tous ces points sauf un. Nous avons décidé le 3 mars 2021 que l'obligation de déclarer les dons pour les campagnes de soutien aux candidats du Conseil des Etats serait analogue à celle fixée pour les campagnes au Conseil national, ce qui manquait résolument dans le projet initié par la Chambre des cantons et que nous avons donc corrigé. Or, le Conseil des Etats a décidé lundi de ne pas se soumettre à ce devoir de transparence, avec comme argument que les élections du Conseil des Etats sont de compétence cantonale. Ce raisonnement juridique ne tient pas par rapport aux exigences de transparence. Premièrement, la version proposée par le Conseil national veille à ne pas contrevenir à la Constitution. Deuxièmement, nous estimons que le travail des deux chambres est le même, et que donc les bienfaits de la transparence ou les risques de la non-transparence sont les mêmes pour les deux chambres. Nous vous demandons donc de continuer sur cette voie et de maintenir notre position sur la transparence que nous demandons lors des campagnes pour le Conseil des Etats.

Le groupe socialiste salue le lancement de l'initiative parlementaire "Plus de transparence dans le financement de la vie politique" pour les valeurs qu'elle instaure et parce que cette initiative a généré ce contre-projet qui, aujourd'hui, dans la version de notre conseil, tient la route. C'est un exemple de ce que peut produire notre démocratie directe. Nous sommes à bout touchant.

Le groupe socialiste vous demande donc de rester ferme.

Barrile Angelo (S, ZH): Wir haben es gehört: Wir sind in der letzten Runde der Differenzbereinigung. Ich persönlich habe Freude daran, dass wir auf gutem Weg sind, endlich einen griffigen indirekten Gegenvorschlag zur Transparenz-Initiative durchzubringen, nachdem die SP seit Jahrzehnten in diese Richtung gearbeitet hat. Herr Kollege Silberschmidt sagt, die Differenz sei nicht matchentscheidend. Sie ist aber nicht ganz unwichtig. Es geht hier, wir haben es gehört, um die Frage, ob Mitglieder des Ständerates nach erfolgter Wahl die Wahlkampffinanzierung offenlegen sollen oder nicht. Die Argumente, die wir Anfang Woche im Ständerat gehört haben, dass das nicht verfassungskonform sei, stimmen nicht. Die Kommission hat das geprüft, wir haben das juristisch geklärt. Diese Version entspricht der Bundesverfassung. Ja, es stimmt, die Ständeratswahlen sind jeweils kantonal geregelt und werden kantonal durchgeführt. Aber wenn ein Mitglied des Ständerates gewählt ist, ist er oder sie Mitglied der Bundesversammlung, also einer Bundesbehörde. Da ist es für mich unlogisch, dass die einen Gewählten die Finanzierung offenlegen sollten und die anderen nicht.

Es ist jetzt natürlich noch eine Differenz, Herr Kollege Silberschmidt. Die letzte Runde, in der wir dann einen Kompromiss finden müssen, steht noch bevor. Im Moment sind wir wie die Kommissionsmehrheit der Überzeugung, dass diese Differenz noch bestehen bleiben sollte. Alle gewählten Mitglieder sollten ihre Finanzierung offenlegen.

Binder-Keller Marianne (M-E, AG): Die Mitte-Fraktion wird dem Gegenvorschlag zur Transparenz-Initiative zustimmen. Wie Sie wissen, lehnen wir die Transparenz-Initiative selbst aber ab. Sie wird Gegenstand des nächsten Traktandums sein, deshalb nur ein paar Sätze zur Initiative selbst.

Die Skepsis basiert auf der Beurteilung, dass die Offenlegung der Finanzierung von Parteien und politischen



Wahl- und Abstimmungskampagnen mit den Eigenheiten des politischen Systems der Schweiz schwer vereinbar ist. Es ist schwer vereinbar mit dem Milizsystem, schwer vereinbar mit dem Konkordanzsystem und auch schwer vereinbar mit der Tatsache, dass die Schweiz im Gegensatz zu anderen Staaten keine millionenschwere staatliche Parteienfinanzierung kennt. Eine wirksame Kontrolle ist deshalb schwierig. Dazu kommen wir sicher später.

Unsere Fraktion ist jedoch zum Schluss gekommen, dass ein Wunsch nach Transparenz besteht. Er besteht in der Bevölkerung. Wenn die Kontrolle in einem vernünftigen Verhältnis zum Aufwand steht, sehen wir darin eine Alternative zur Initiative. Wir begrüßen also eine Regelung auf Gesetzesstufe. Sie enthält etwas höhere Schwellenwerte als in der Initiative vorgesehen und auch eine Kontrolle, die in Stichproben besteht. Wie wirkungsvoll sie dann ist, wird sich zeigen. Wir sehen in der Lösung auf Gesetzesstufe den nötigen Handlungsspielraum, um bei zukünftigen Entwicklungen Änderungen vornehmen zu können. Bei der Schaffung einer neuen Verfassungsgrundlage wäre das kaum möglich.

Der Gegenvorschlag ist, wie man weiss, im Ständerat entstanden. Wie man weiss, hat sich der Ständerat damit gegen die anfängliche Skepsis des Bundesrates gestellt und, wie man weiss, auch gegen die noch länger bestehende Skepsis der klaren Mehrheit des Nationalrates. Man kann es auch so ausdrücken: Die kleine Kammer ist zum Schluss gekommen, dass sie der grossen Kammer aufzeigen möchte, wie sie ihr Problem mit der Transparenz lösen kann. Dafür hat sie ein Konzept entwickelt, bei dem wir uns unterdessen gegenseitig angenähert haben. Dafür sind wir selbstverständlich dankbar.

Gleichzeitig sind wir auch fasziniert über die grandiose Pirouette des Ständerates, wenn es um die eigenen Offenlegungspflichten geht. Das möchte der Ständerat nicht auf Bundesebene in diesem Gesetz geregelt haben, sondern es allenfalls und vielleicht, je nach den Umständen, den Kantonen überlassen.

Da sind wir anderer Meinung, ebenso wie die klare Mehrheit der Kommission und die klare Mehrheit bei der letzten Abstimmung im Nationalrat, die mit 139 zu 55 Stimmen deutlich ausfiel. Bei nationalen Wahlen der Öffentlichkeit zu erklären, dass in die Bundesversammlung zu wählende Personen ihre Finanzierung offenlegen müssen, sobald sie in den Nationalrat gewählt wurden, nicht aber, wenn sie in den Ständerat gewählt wurden, ist eine ziemliche Herausforderung.

AB 2021 N 948 / BO 2021 N 948

Die staatsrechtlichen und staatspolitischen Bedenken des Ständerates in Ehren, kantonale Eigenheiten und Föderalismus hin oder her – eine einzige Eigenheit sei herausgegriffen: In vielen Kantonen kandidieren Personen gleichzeitig für den Nationalrat und für den Ständerat. Im Falle einer Wahl in den Ständerat legt die Person ihre Spenden nicht offen, im Falle einer Wahl in den Nationalrat schon. Wie teilt sie das nun genau auf?

Unsere Fraktion wird also klar für eine Gleichbehandlung von National- und Ständeratswahlen stimmen und stellt sich somit gegen den Entscheid des Ständerates. Wir danken Ihnen, wenn Sie uns hier folgen.

Kälin Irène (G, AG): Sie haben es gehört, es verbleibt eine einzige Differenz zum Ständerat, und es geht dabei um die Ständerätinnen und Ständeräte. Ohne irgendjemandem irgendetwas unterstellen zu wollen, muss ich doch sagen, dass es bezeichnend ist, dass der Ständerat sich selber von der Offenlegungspflicht ausnehmen will und dazu sogar die Verfassung bemüht, indem er behauptet, dass die Offenlegungspflicht für Ständerätinnen und Ständeräte nicht verfassungskonform sei. Dabei ist die Regelung unseres Rates zum Einbezug der Ständeratswahlen, nach erfolgter Wahl bei Amtsantritt, verfassungsrechtlich unbedenklich. Denn einmal gewählt, sind Ständerätinnen und Ständeräte Mitglieder der Bundesversammlung, auch wenn sie nach kantonalem Recht gewählt wurden. Die nationalrätliche Regelung, an der ich Sie namens der Grünen und auch der Mehrheit der Kommission festzuhalten bitte, wahrt also die Kompetenzteilung zwischen Bund und Kantonen. Hinzu kommt, dass der Einbezug von Ständeratskampagnen nach erfolgter und erfolgreicher Wahl auch den Willen der Transparenz-Initiative widerspiegelt. Denn die Initiative hält unter Artikel 39 Absatz 1 Buchstabe b fest: "Der Bund erlässt Vorschriften über die Offenlegung der Finanzierung von Kampagnen im Hinblick auf Wahlen in die Bundesversammlung." Und zur Bundesversammlung gehören selbstredend auch die Ständerätinnen und Ständeräte.

Halten wir an der nationalrätlichen Version fest, und lassen wir unsere geschätzten Kolleginnen und Kollegen im Schweserrat nicht aussen vor, wenn es um Transparenz in der Politikfinanzierung geht!

Moser Tiana Angelina (GL, ZH): Sie haben es gehört, wir sind bei der Differenzbereinigung, und zwar in der Schlussrunde. Wir konnten uns zwischen den Kammern in den wesentlichen Punkten einigen. Es ist selbstverständlich erfreulich, dass wir hier auf gesetzlicher Ebene eine Lösung finden konnten; das haben die Kommissionssprecherin und der Kommissionssprecher genügend erläutert. Wir von der grünliberalen Fraktion werden



selbstverständlich an unserem bisherigen Beschluss festhalten, denn wir wollen die Transparenzregelung auch für die Ständeräte beschliessen.

Transparenz in der Politikfinanzierung ist kein Selbstzweck. Das Ziel ist es, das Vertrauen in die Institutionen und damit auch das Vertrauen in die demokratischen Prozesse zu stärken. Dieses Vertrauen kann selbstverständlich primär dann entstehen, wenn die Mitglieder der Bundesversammlung gleich behandelt werden und die Regelung nicht nur für eine Kammer gilt. Es wäre deshalb vollkommen unglaublich, wenn wir eine Kammer von dieser Regelung ausschliessen würden.

Wir werden deshalb, wie gesagt, festhalten und möchten Ihnen beliebt machen, dasselbe zu tun.

Keller-Sutter Karin, Bundesrätin: Am letzten Montag hat der Ständerat drei der vier Differenzen bereinigt, die zwischen ihm und Ihnen noch verblieben waren. Die letzte Differenz betrifft jetzt noch die Offenlegungspflicht bei Ständeratswahlen. Sie hatten in der Frühjahrssession beschlossen, dass die Wahlkampffinanzierung für Mitglieder des Ständerates offengelegt werden soll. Der Ständerat lehnte am Montag eine solche Regelung mit 25 zu 19 Stimmen ab. Er äusserte vor allem Bedenken zur Vereinbarkeit mit der Bundesverfassung. Ihre Kommission beantragt Ihnen, an den Offenlegungspflichten bei Ständeratswahlen festzuhalten, die allerdings erst ab dem Zeitpunkt des Amtsantritts gelten sollen.

Es ist Ihnen bekannt, dass sich zunächst auch der Bundesrat aus föderalistischen Gründen gegen eine Offenlegungspflicht bei Ständeratswahlen ausgesprochen hat, denn die Wahl in den Ständerat ist ja bekanntlich im kantonalen Recht geregelt, dies gemäss Artikel 150 Absatz 3 der Bundesverfassung. Die Regelung, die Ihre Kommission beantragt, wäre mit der Bundesverfassung aber vereinbar. Die Offenlegungspflicht käme erst dann zum Tragen, wenn ein Ständeratsmitglied auch tatsächlich gewählt wurde und das Amt antritt. Ein Ständeratsmitglied wird zwar kantonal gewählt, aber wenn es einmal gewählt ist, bildet es Teil eines Bundesorgans; ab diesem Zeitpunkt gilt auch für ein Ständeratsmitglied das Bundesrecht. Die Kompetenzverteilung zwischen Bund und Kantonen wäre so gewahrt. Für gewählte Mitglieder des Ständerates gelten im Übrigen bereits heute auch andere Offenlegungspflichten, die durch das Bundesrecht vorgegeben sind.

Der Bundesrat ist offen, ob Sie den Antrag Ihrer Kommission annehmen oder sich für den Beschluss des Ständerates entscheiden. Wenn Sie dem Ständerat folgen, können Sie die letzte Differenz aus dem Feld räumen und eine Einigungskonferenz verhindern.

Im Übrigen hat das Bundesamt für Justiz der Staatspolitischen Kommission des Ständerates Formulierungsvorschläge unterbreitet, um ein paar redaktionelle Präzisierungen vorzunehmen. Der Ständerat hat die Änderungen einstimmig angenommen, und auch Ihre Kommission beantragt, den Anpassungen zuzustimmen. Ich werde hier nicht auf die einzelnen Anträge eingehen, es geht aber um Präzisierungen, die sinnvoll erscheinen. Ich bitte Sie deshalb um Zustimmung.

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; 19.400/22976)

Für den Antrag der Mehrheit ... 144 Stimmen

Für den Antrag der Minderheit ... 30 Stimmen

(1 Enthaltung)

Art. 76i Abs. 1 Bst. c, 2

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Art. 76i al. 1 let. c, 2

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Angenommen – Adopté

Präsident (Aebi Andreas, Präsident): Das Geschäft geht damit an die Einigungskonferenz.

AB 2021 N 949 / BO 2021 N 949